

**9 novembre 2021**

**Discours de Georges Tissot  
au nom du comité d'organisation**

---

Comme de coutume, nous aurons d'abord une pensée pour 13 morts, mais pas ceux du 9 novembre 1932. Il y a 112 ans, le 23 août 1909, à 500 mètres d'ici, l'Usine à gaz de la Jonction explosait, faisant - quelle coïncidence - également 13 morts et de nombreux blessés. Leurs noms sont oubliés, ce n'était sûrement pas tous des militants, mais nous rendons aujourd'hui aussi hommage à ces victimes du travail, dont la mort avait été considérée comme un « risque du métier ».

Nous sommes réunis ici pour commémorer ce qui s'est passé à cet endroit le 9 novembre 1932, sur un fond de crise économique, l'intervention de l'armée contre des ouvriers, contre des militants qui combattaient le fascisme, cette doctrine de xénophobie et d'exclusion, ce système qui voulait mettre à genoux le mouvement ouvrier.

La principale responsable de ce crime est l'armée, qui au XXe siècle a eu comme seules actions de tuer des ouvriers lors de la grève générale de 1918 et des manifestants ce 9 novembre 1932. Mais il y a d'autres responsables : ce sont les fascistes.

Ce qu'on oublie souvent, c'est que la mise en accusation de Léon Nicole et Jacques Dicker n'était pas seulement un soi-disant procès contre des dirigeants de gauche, mais aussi une attaque xénophobe et raciste. C'est parce que Léon Nicole et Jacques Dicker étaient de gauche, mais aussi parce que le second était juif et le premier vaudois – donc un étranger. Le journal fasciste le Pilori disait : « *Notre ville connaît l'odieux régime de l'occupation étrangère. Un juif russe et un Vaudois bolchevisant commandent une armée de Confédérés que le marxisme a dénationalisés.* »

Le troisième responsable, c'est le gouvernement de droite, qui avait refusé d'interdire ce meeting fasciste, car cela lui permettait de tenter de casser une gauche politique et syndicale remuante. On racontera d'ailleurs aux recrues venues de Lausanne qu'une révolution communiste avait éclaté à Genève. Et dès le lendemain, dans toute la Suisse, par crainte de manifestations de solidarité, voire d'émeutes, des dizaines de militants sont emprisonnés, les rassemblements ouvriers sont interdits, tout comme la presse de gauche. L'armée est appelée à la rescousse dans divers cantons où des mouvements syndicaux avaient eu lieu les années précédentes.

Devant le désarroi né des difficultés économiques, du chômage, de l'exclusion, le repli sur soi engendre des divisions dont profite le patronat ; il mène tout droit à l'intolérance, à la xénophobie et au racisme. L'extrémisme de droite (qu'on euphémise en populisme) naît sur les peurs, sur le désarroi et la détresse de la population.

Notre lutte ne peut pas se permettre des divisions, de voir les travailleuses et les travailleurs se dresser les uns contre les autres sous prétexte de différence d'origine ou de couleur d'yeux ou de peau. Toute division entre nous fait la force de ceux que nous combattons.

Nous n'acceptons pas les discours des fanatiques populistes, ces discours qui prétendent qu'il faut se protéger des autres. Il n'y a qu'une seule condition à notre lutte, une seule solution pour gagner, c'est la solidarité et l'unité sans faille, sans hésitation, sans restriction de pensée.

Et si la situation des travailleuses et des travailleurs n'est plus celle de 1932, ce n'est pas le résultat du bon vouloir du patronat, ni de l'État : c'est le résultat des luttes du mouvement ouvrier.

C'est pourquoi aujourd'hui nous rendons hommage à ceux qui ont payé ce combat de leur vie.

C'est cela, mes camarades, le sens de l'hommage aux anciens, c'est en cela qu'ils nous ont préparé la voie que nous continuerons à suivre.